

1 - Actualité nationale et internationale

Flash Info

Le rapport 2011 de l'IEOM et les monographies géographiques de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna sont disponibles en téléchargement gratuit sur notre site Internet www.ieom.fr.

Taux d'intérêt

Décisions de la BCE et Sommet européen dans le domaine bancaire

1- Décisions de politique monétaire

Lors de sa réunion du 5 juillet 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de réduire les taux directeurs de 25 points de base. M. Draghi, Président de la BCE, a souligné lors de sa conférence de presse que « les tensions inflationnistes se sont atténuées, certains risques à la baisse précédemment identifiés qui pesaient sur les perspectives de croissance de la zone euro s'étant matérialisés. La croissance économique continue de rester faible dans la zone euro, dans un contexte de renforcement de l'incertitude qui pèse sur la confiance et le climat des affaires.»

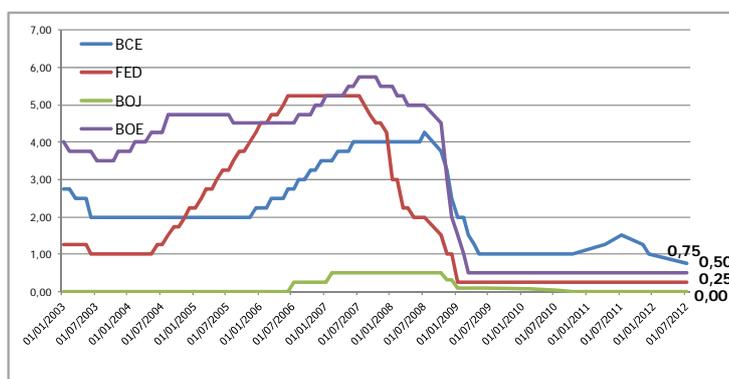
2- Sommet européen

Mario Draghi a déclaré que le Conseil des gouverneurs « salue les conclusions du Conseil européen du 29 juin 2012 indiquant sa détermination à prendre les mesures pour faire face aux tensions sur les marchés financiers, rétablir la confiance et relancer la croissance. Il accueille avec satisfaction la décision d'élaborer une feuille de route spécifique et assortie d'échéances précises pour la réalisation d'une véritable Union économique et monétaire. Il se félicite également de la décision prise lors du sommet de la zone euro de créer un mécanisme de surveillance unique, de la possibilité, sous réserve d'une conditionnalité appropriée, de recapitaliser les banques, et du recours aux instruments existants du FESF/MES* de manière souple et efficace afin de stabiliser les marchés ».

*Fonds européen de stabilité financière et Mécanisme européen de stabilité.

La Fed maintient le statu quo monétaire

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu le 10 juin 2012 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25%. Le Comité a décidé de prolonger jusqu'à la fin de l'année ses mesures exceptionnelles de soutien à l'économie en reconduisant l'opération « Twist » qui porte sur l'échange d'obligations à maturité courte (moins de 3 ans) pour des plus longues (entre 6 et 30 ans), à hauteur de 267 milliards de dollars. Le PIB des Etats-Unis a progressé de 1,9 % au premier trimestre 2012 et la Fed a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour la période 2012-2014.



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 922 100 fin mai 2012, soit une hausse de 1,2 % sur un mois en données CVS-CJO (+33 300 personnes). Sur un an, il croît de 8 % (+8,5 % pour les hommes et +7,4 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 16,1 %.

Légère hausse du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières, est de 11,1 % en mai 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à avril. Il était de 10 % en mai 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,3 % en mai 2012. Il était de 9,5 % en mai 2011.

Inflation

Légère baisse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France baisse de 0,1 % sur un mois en mai 2012 ; sur un an, il croît de 1,9 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,4 % en glissement annuel.

Stabilité de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,4% en juin 2012, stable par rapport à mai.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 15 juin 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 %. Au premier trimestre 2012, le PIB du Japon a augmenté de 1,2 %. En mai 2012, la production industrielle du Japon a baissé de 3,1 % sur un mois, les prix à la consommation hors alimentation ont reculé de 0,1 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages sont en hausse de 4 % sur un an. Le taux de chômage est estimé à 4,4 % en mai, en baisse de 0,2 point par rapport à avril.

En mai 2012, les exportations ont progressé de 10 % sur un an et les importations de 9,3 %.

Le déficit commercial s'est élevé à 9,07 milliards d'euros.

La Banque centrale de Chine abaisse de nouveau ses taux

Le 6 juillet 2012, la Banque centrale de Chine a abaissé de 25 points de base le taux des dépôts à un an à 3 % et de 31 points de base le taux des prêts, à 6 %. En mai 2012, la production industrielle a augmenté de 9,6 % en glissement annuel. L'indice des prix à la consommation augmente de 3 % sur un an. En mai 2012, les exportations sont en hausse de 15,3 % sur un an et les importations de 12,7 %. L'excédent commercial a atteint 18,7 milliards de dollars.

Actualité bancaire

Bâle III

1- Comité de stabilisation financière (CSF)

Le CSF a réalisé à la demande du G20 Finance un rapport sur les effets inattendus des réformes financières. S'agissant du cadre de Bâle 3 sur les banques, le rapport relève notamment que certains aspects de la pondération du capital sur les actifs, les ratios de liquidité, la définition des actifs liquides de bonne qualité, le régime prévu pour les banques d'importance systémique ainsi que la réforme des dérivés de gré à gré pourraient affecter le fonctionnement des marchés financiers domestiques et la capacité des banques à prêter, avec des répercussions potentielles à l'international en raison de la dimension internationale de certaines banques.

Le rapport est disponible en anglais sur : http://www.financialstabilityboard.org/publications/r_120619e.pdf.

2- le Comité de Bâle

Le Comité de Bâle a publié le 26 juin 2012 dans un règlement les informations que les banques devront diffuser lors de la communication du niveau et de la composition de leurs fonds propres selon les règles de Bâle 3.

Le document est disponible en anglais sur : <http://www.bis.org/publ/bcbs221.pdf>.

FATF-GAFI

Lors de la réunion plénière qui s'est tenue à Rome du 20 au 22 juin 2012, le GAFI a adopté trois rapports :

- « Les facteurs de risque spécifiques au blanchiment des produits de la corruption », disponibles en téléchargement en anglais sur www.fatf-gafi.org ;
- « Les lignes directrices sur les enquêtes financières » et « Le commerce illicite du tabac » qui seront publiés ultérieurement.

Publications

Sénat

Crédit à la consommation et surendettement : une réforme ambitieuse à compléter

Le rapport de Mmes Muguette Dini et Anne-Marie Escoffier de la commission pour le contrôle de l'application des lois est disponible sur : <http://www.senat.fr/notice-rapport/2011/r11-602-notice.html>.

2 – Actualité régionale

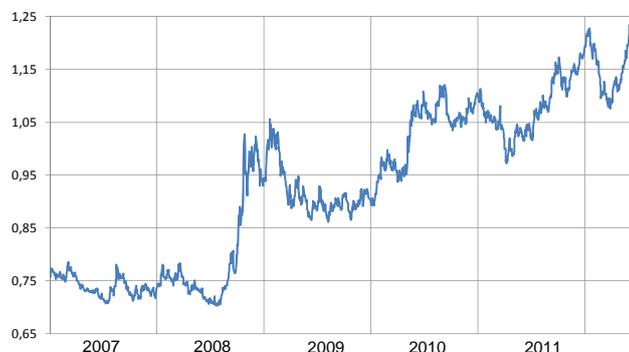
Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé, le 15 juin, de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 %. Au premier trimestre 2012, le PIB du Japon a augmenté de 1,2 %. En mai, la production industrielle du Japon a baissé de 3,1 % sur un mois et les prix à la consommation hors alimentation ont reculé de 0,1 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages sont en hausse de 4 % sur un an. Le taux de chômage est estimé à 4,4 % en mai, en baisse de 0,2 point par rapport à avril.

En mai toujours, les exportations ont progressé de 10 % sur un an et les importations de 9,3 %. Le déficit commercial s'est élevé à 9,07 milliards d'euros.

Cours du yen japonais (JPY) / F CFP

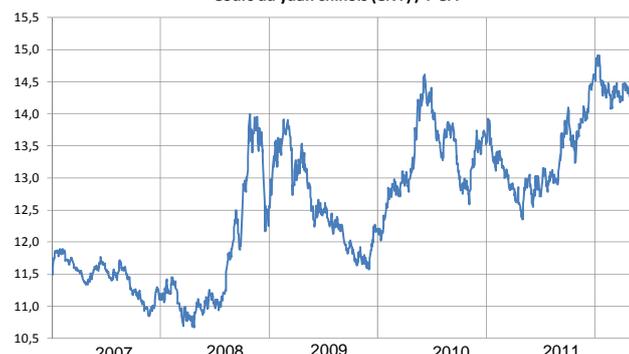


La Banque centrale de Chine abaisse ses différents taux

Le 6 juillet, la Banque centrale de Chine a abaissé de 25 points de base le taux des dépôts à un an, à 3 %, et de 31 points de base le taux des prêts, à 6 %.

En mai, la production industrielle a augmenté de 9,6 % en glissement annuel. L'indice des prix à la consommation augmente de 3 % sur un an. Les exportations sont en hausse de 15,3 % sur un an et les importations de 12,7 %. L'excédent commercial a atteint 18,7 milliards de dollars.

Cours du yuan chinois (CNY) / F CFP

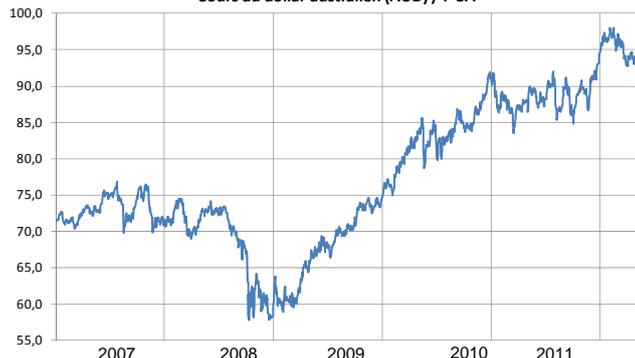


Premiers résultats du recensement australien

Les premiers résultats du recensement de 2011 estiment la population australienne à 21,5 millions d'habitants, soit une hausse de 8,3 % par rapport à 2006. Cette évolution est soutenue par l'immigration, en provenance majoritairement du continent asiatique. Ainsi, 24,6 % des Australiens sont nés à l'extérieur du pays, contre 22 % en 2006. L'Etat du Queensland est celui qui a le plus bénéficié de cette croissance, avec près de 430 000 habitants supplémentaires (+11 %).

Après deux baisses consécutives de son taux directeur, la Reserve Bank of Australia a décidé, le 3 juillet, de laisser son taux directeur inchangé à 3,50 %.

Cours du dollar australien (AUD) / F CFP



Croissance néo-zélandaise au premier trimestre

L'activité économique néo-zélandaise a progressé de 1,1 % au premier trimestre, faisant suite à une hausse de 0,4 % au trimestre précédent. Les secteurs de l'industrie manufacturière (+2 %), des services aux entreprises (+2 %) et de l'agriculture (+2,3 %) ont été les principaux contributeurs à cette croissance. Sur l'année, le taux de croissance du PIB s'établit à 1,7 %.

Le 26 juin, le ministre néo-zélandais des finances a nommé M Graeme Wheeler au poste de Gouverneur de la Reserve Bank of NZ. Cette dernière a décidé, le 14 juin, de laisser son taux directeur inchangé à 2,50 %.

Cours du dollar neo-zélandais (NZD) / F CFP



3 – Brèves économiques locales

Propositions d'aménagements de la TCA

Les maires de plusieurs communes de Nouvelle-Calédonie ont émis des propositions de modification de la Taxe communale d'aménagement (TCA). Instaurée en 2010 (loi du Pays n°2010-05) dans le but de créer une fiscalité locale propre aux communes, la TCA est une redevance sur les permis de construire. Les modifications souhaitées portent sur le délai d'exigibilité de la taxe (actuellement fixé à 6 mois), les surfaces taxables (demande d'exclusion des terrasses et balcons) et une exonération des primo-accédants. Le Gouvernement devrait statuer avant le 1^{er} janvier 2013 sur ces propositions.

Comptes financiers de la Société Le Nickel (SLN)

La Société Le Nickel (SLN) a réalisé en 2011 un résultat net de 8,6 milliards de F CFP, contre 16,5 milliards de F CFP en 2010. Le chiffre d'affaire s'est inscrit en repli de 3 %, du fait de la baisse des volumes vendus (-1 %) et du prix de vente moyen. Les charges d'exploitation ont été impactées par l'augmentation des dépenses d'énergie, qui représentent 30 % des coûts opérationnels de la société. La SLN versera 53 milliards de F CFP en dividendes au titre de l'exercice écoulé (après 6,6 milliards en 2010) à ses principaux actionnaires : ERAMET (56 %), la STCPI (34 %) et Nisshin steel (10 %). La STCPI, société de participation qui regroupe les trois Provinces au travers de leurs sociétés d'économie mixte, percevra ainsi 20,1 milliards de F CFP.

Fixation des marges de 400 produits et services par le Gouvernement

Le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie vient d'encadrer les marges de 400 produits de grande consommation et prestations de service avec, pour objectif, l'amélioration du pouvoir d'achat des calédoniens. Ces mesures auront un effet sur les prix des produits de première nécessité (pain, lait, riz...) mais viseront également à réglementer certains services, tels que les assurances, les crèches etc. Des taux de marges différenciés ont été instaurés en fonction de la taille des opérateurs afin de ne pas pénaliser les commerçants ou les prestataires réalisant de faibles volumes de vente.

Instauration de la Commission des coûts du système électrique

Conformément à la récente réforme du système électrique de Nouvelle-Calédonie (délibération n° 195 du 5 mars 2012), le Gouvernement a institué une Commission des coûts du système électrique. Composée de 4 experts (désignés par le Gouvernement et la CCI) et par les 2 gestionnaires de réseaux de distribution, la commission sera chargée d'émettre un avis sur tous les nouveaux contrats de production électrique. Elle pourra être saisie sur les questions relatives aux coûts du système électrique ayant un impact sur les tarifs publics de l'électricité.

Comptes administratifs de la Nouvelle-Calédonie en 2011

Le Gouvernement a approuvé le compte administratif de la Nouvelle-Calédonie. Le budget 2011 présente 184 milliards de F CFP de recettes pour un niveau de dépenses de 178,4 milliards de F CFP, soit un excédent global de 5,5 milliards de F CFP. Le territoire retrouve ainsi, au terme de cet exercice, une capacité d'autofinancement positive (1,7 milliard de F CFP). Cette évolution favorable a été rendue possible grâce à une hausse de plus de 6 % des recettes de fonctionnement et à des dépenses de même nature contenues, notamment des charges de personnel (+ 2,5 %, contre +3,4 % l'année précédente).

<i>En milliards de F CFP</i>	Recettes	Dépenses	Excédent / déficit
Section de fonctionnement	178,4	166,2	12,2
Section d'investissement	5,5	12,2	-6,7
Total des mouvements réels	183,9	178,4	5,5

Comptes administratifs de la Province Sud en 2011

Le compte administratif 2011 de la Province Sud dégage un excédent budgétaire de 2,7 milliards de F CFP, après deux années déficitaires. La capacité d'autofinancement s'élève ainsi à 4 milliards de F CFP, dont 982 millions sont affectés au remboursement de la dette de la collectivité. Les recettes, composées à 87 % des dotations de l'Etat ou de la Nouvelle-Calédonie, ont augmenté de 6,6 %. La hausse des dépenses, composées à 47 % de charges de personnel, a été maîtrisée (+1,4 %, contre +9 % en moyenne les années précédentes).

<i>En milliards de F CFP</i>	Recettes	Dépenses	Excédent / déficit
Section de fonctionnement	44,7	44,6	0,1
Section d'investissement	13,7	11,1	2,6
Global	58,4	55,7	2,7

Commémoration des 120 ans de présence japonaise en Nouvelle-Calédonie

De nombreuses manifestations ont été organisées à l'occasion de la commémoration du 120^e anniversaire de la présence japonaise en Nouvelle-Calédonie. M Toru MORIKAWA, Conseiller de l'ambassade du Japon à Paris, effectuée à cette occasion une visite d'une semaine sur le territoire. Le Japon, gros consommateur de nickel pour son industrie, est aujourd'hui le premier partenaire à l'exportation de la Nouvelle-Calédonie (28,5 milliards de F CFP en 2011).

5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	mai-10	mai-11	mai-12	var 11/10	var 12/11
Circulation fiduciaire	13 580	14 414	15 682	6,1%	8,8%
Dépôts à vue	205 877	230 353	228 325	11,9%	-0,9%
Total M1	219 457	244 767	244 007	11,5%	-0,3%
M2-M1	91 589	97 389	101 334	6,3%	4,1%
Total M3	488 517	528 670	529 997	8,2%	0,3%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	mars-10	mars-11	mars-12	var 11/10	var 12/11
Entreprises	385 561	406 378	430 055	5,4%	5,8%
Ménages	332 827	367 616	392 568	10,5%	6,8%
Collectivités locales	45 986	46 885	60 356	2,0%	28,7%
Autres agents de CCB non ventilés	11 069	14 807	15 273	33,8%	3,1%
Total encours sain	775 442	835 686	898 252	7,8%	7,5%
Créances douteuses brutes	15 602	17 467	18 922	12,0%	8,3%
Total encours brut	791 044	853 153	917 174	7,9%	7,5%

Interdits bancaires

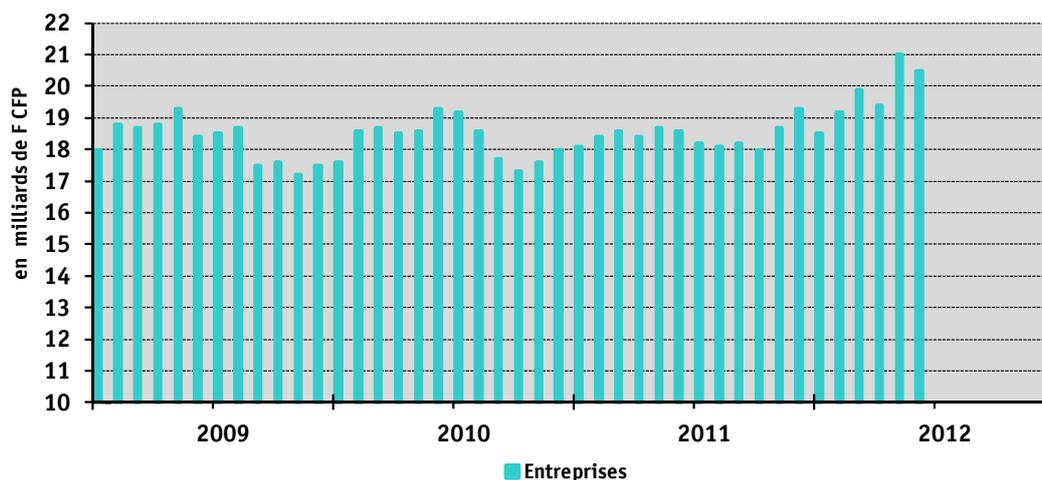
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Interdits bancaires	stock	juin-12	6 970	0,6%	12,5%
	dont personnes physiques	juin-12	6 184	0,5%	12,5%
	dont personnes morales	juin-12	786	1,4%	12,1%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
	Cotes valides	juin-12	14 830	0,8%	8,0%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	juin-12	4 760	1,6%	23,7%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	juin-12	20,5	-2,5%	10,3%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	Var .
Indice des prix à la consommation	juin	101,8	103,5	2,1%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	mars	51 623	55 028	6,6%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	mars	45 253	48 799	7,8%
créations d'entreprises	mars	1 455	1 527	4,9%
cessations d'entreprises (p)	mars	1 017	834	-18,0%
liquidations judiciaires (nb)	juin	53	73	37,7%
redressements judiciaires (nb)	juin	33	57	72,7%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mai	691	775	12,2%
ventes de ciment local (tonnes)	mai	57 408	49 411	-13,9%
importations ciment (tonnes)	mai	2 049	33	-98,4%
total ciment (tonnes)	mai	59 456	49 444	-16,8%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	juin	13 847	16 582	19,8%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	juin	3 687	4 316	17,0%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	mai	1 686	1 408	-16,5%
Ménages				
emploi salarié (nb)	mars	87 212	88 354	1,3%
dont secteur privé	mars	63 154	63 826	1,1%
dont secteur public	mars	24 058	24 528	2,0%
demandes d'emploi de fin de mois	mai	7 027	5 836	-16,9%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	mai	7 401	6 769	-8,5%
chômeurs indemnisés	avr	1 650	1 712	3,8%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	juin	828,4	887,6	7,1%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	mai	5 514	6 152	11,6%
décisions retraits cartes bancaires	mai	1 281	1 415	10,5%
incidents paiements sur chèques	mai	10 932	15 274	39,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mai	3 112	3 049	-2,0%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	juin	7 976	8 085	1,4%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	juin	15 494	17 268	11,5%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	juin	8 396	8 358	-0,4%
Echanges				
nombre de touristes	mai	36 430	40 687	11,7%
nombre de croisiéristes	avr	70 135	101 904	45,3%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	avr	60,0%	58,3%	-1,7 pts
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	juin	11,61	8,35	-28,1%
cours du nickel au LME en \$/lb	juin	10,14	7,50	-26,0%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	mai	1 295	1 443	11,4%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	mai	8 204	7 547	-8,0%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	mai	24 016	27 174	13,2%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	mai	47 402	37 608	-20,7%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	mai	412	341	-17,2%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	mai	608	490	-19,4%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	mai	56 214	45 645	-18,8%
part de ces produits dans le total des exportations	mai	96%	92%	-3,92pt
total des importations (M FCFP)	mai	130 354	127 823	-1,9%
total des exportations (M FCFP)	mai	58 489	49 512	-15,3%
taux de couverture	mai	44,87%	38,73%	-6,1pt
recettes douanières (M FCFP)	mai	18 206	19 816	8,8%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	mai	230 353	228 325	-0,9%
M1	mai	244 767	244 007	-0,3%
M2	mai	342 156	345 341	0,9%
Dépôts à termes	mai	186 378	184 615	-0,9%
M3	mai	528 670	529 997	0,3%
P1	mai	4 029	3 928	-2,5%
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv	4,89%	5,49%	0,60 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	janv	4,58%	4,25%	-0,34 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	janv	4,63 %	4,64 %	0,2 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	janv	18,28 %	ns	ns
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	mars	853 153	917 174	7,5%
Ménages	mars	367 616	392 568	6,8%
dont crédits à la consommation	mars	68 376	71 520	4,6%
dont crédits à l'habitat	mars	294 655	314 870	6,9%
Entreprises	mars	406 378	430 055	5,8%
dont crédits d'exploitation	mars	76 351	81 016	6,1%
dont crédits d'investissement	mars	216 205	227 128	5,1%
dont crédits à la construction	mars	101 472	108 992	7,4%
Collectivités locales	mars	46 885	60 356	28,7%
dont d'investissement	mars	41 881	56 729	35,5%
Autres agents de CCB non ventilés	mars	14 807	15 273	3,1%
créances douteuses brutes	mars	17 467	18 922	8,3%
taux de créances douteuses brutes	mars	2,0%	2,1%	0,02 pt
ensemble des actifs financiers	mars	641 451	646 682	0,8%
Ménages	mars	327 473	346 223	5,7%
Sociétés	mars	222 306	208 972	-6,0%
Autres agents	mars	91 672	91 486	-0,2%
dont assurances-vie	mars	98 500	101 270	2,8%

(p) : provisoire (a) : actualisé, Nb. : données de décembre 2011 comparées à décembre 2010

2 – Actualité régionale

Nomination du gouverneur de la banque centrale néo-zélandaise

Le Ministre néo-zélandais des finances a annoncé fin juin la nomination de M. Graeme WHEELER au poste de Gouverneur de la Banque centrale. Après treize années passées à la banque mondiale, M. WHEELER s'était installé comme consultant aux Etats-Unis. En septembre 2012, il remplacera le Gouverneur sortant, le Dr Alan BOLLARD, qui achève son deuxième mandat de cinq ans.

Protection de l'environnement marin

L'Australie a décidé d'attribuer une enveloppe de 33 millions de dollars aux nations de la région Asie-Pacifique pour les aider dans leurs efforts de gestion durable des océans et des zones côtières. Les états insulaires du Pacifique bénéficieront de 25 millions de dollars pour la lutte contre la pêche illégale et la destruction des écosystèmes côtiers, et 8 millions de dollars seront partagés entre l'Indonésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon et le Timor Oriental pour la protection des espèces marines.

Palau au patrimoine mondial de l'UNESCO

A la suite de recommandations faites par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) le petit état océanien vient d'obtenir, l'inscription de son lagon (Sud) des îles Chelbacheb sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Ce site compte 445 îlots inhabités. Pionnier en matière de sauvegarde des fonds marins, les Palaos ont fait de leurs îles un sanctuaire hébergeant une grande variété de plantes, d'oiseaux et d'animaux marins. L'endémisme élevé qui les caractérise laisse espérer la découverte d'espèces nouvelles.

3 – Brèves locales

Une triangulaire pour le second tour des législatives

Le second tour des législatives à Wallis et Futuna a porté le candidat soutenu par la droite, David VERGE, au poste de député avec 41,61 % des voix contre le candidat divers gauche Mikaele KULIMOETOKE qui a obtenu 41,04 % des votes. Le 3^{ème} candidat d'obédience UPWF Albert LIKUVALLU n'a recueilli que 17,36 % des voix. A noter qu'un fort taux de participation (+ 82,81 %) a été observé lors de cette élection.

Formation continue à Wallis-et-Futuna

Le Service de l'inspection du travail et des affaires sociales (SITAS) assure la formation continue des adultes par la gestion et le financement de trois dispositifs : la formation professionnelle des salariés ou des demandeurs d'emploi, le dispositif passeport de mobilité formation professionnelle, et le programme « Cadres pour Wallis-et-Futuna ». Il a permis, en 2011, à 14 personnes de suivre une formation dans le cadre du 1^{er} dispositif. Le programme « passeport de mobilité formation professionnelle » a financé 23 départs en formation dont 17 retours, et 15 déplacements pour des oraux de concours tandis que 7 personnes sont parties se former en Nouvelle-Calédonie ou en Métropole grâce au volet « Cadres pour Wallis-et-Futuna ». En 2011, le SITAS a ainsi dédié 69,3 millions de F CFP à la formation des adultes dont 56 % pour le programme « Cadres pour Wallis-et-Futuna ».

Depuis 2007, le Greta de Wallis-et-Futuna, qui est une structure de l'éducation nationale, organise à la demande, des formations pour adultes sur le Territoire. Celles-ci, financées par les organismes publics ou privés (entreprises, CCIMA, etc.) sont assurées par des enseignants de l'éducation nationale ou des professionnels recrutés sur place. Annuellement, entre 350 et 400 stagiaires bénéficient de l'une des trentaines de sessions de formations organisées par le groupement. Par ailleurs, le Greta informe depuis un an, le grand public sur la Validation des acquis de l'expérience (VAE) qui permet l'obtention d'un diplôme fondé sur l'expérience professionnelle.

Mission d'expertise sur la vie chère

Suite à l'accord tripartite du 14 novembre 2011 entre l'Administration, l'Assemblée territoriale et le syndicat force ouvrière sur la vie chère, deux experts de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) d'île de France se sont déplacés, à la demande du Préfet, sur le Territoire du 18 au 27 juin 2012, afin d'examiner la situation en termes de monopole, de concurrence et de formation des prix. Les experts qui ont rencontré les différents acteurs économiques du Territoire se sont engagés à rendre leur rapport au début du mois d'octobre 2012.

Trafic maritime perturbé

Le Southern Pearl, cargo qui ravitaille l'archipel, est immobilisé depuis plus d'une semaine au quai de Mata'Utu pour des raisons météorologiques. Les vents forts de 40 à 50 kilomètres heures empêchent le navire de quitter le port de Mata'Utu pour rejoindre Futuna. Le Southern Pearl (99,98 mètres de long pour 17,8 mètres de large) remplace le Southern Pacifika, dont le contrat d'affrètement chez la compagnie Pacific Direct Line (PDL) est arrivé à terme.

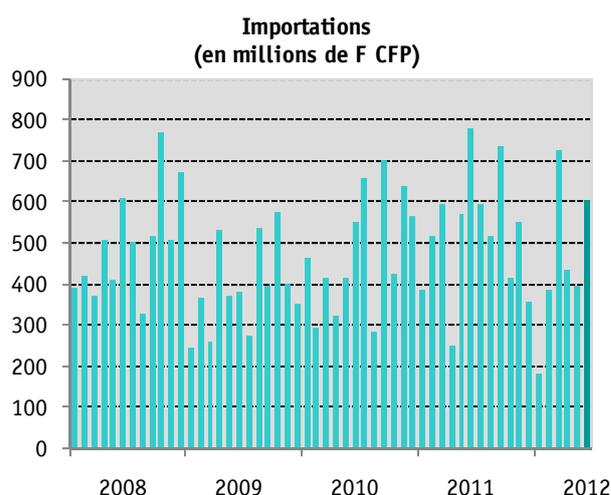
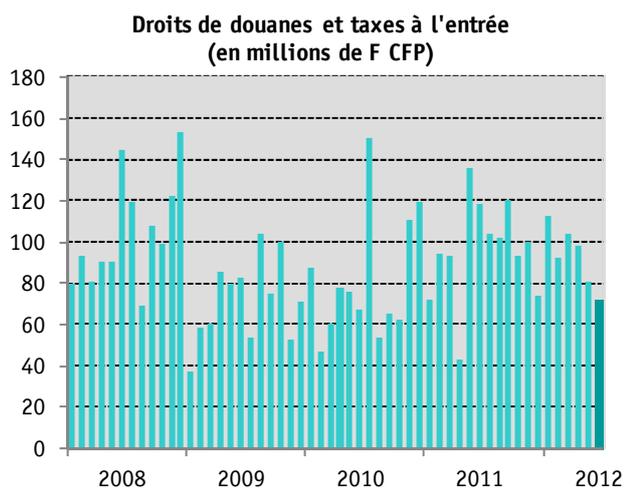
Publications

Le rapport annuel 2011 de Wallis-et-Futuna et le bulletin monétaire et financier du 1^{er} trimestre 2012 sont disponibles sur le site de l'IEOM : <http://www.ieom.fr>

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			1T 2012	111,02	-	4,7%
SMIG mensuel en XPF			janv-12	84 837	-	3,2%
Nombre d'emplois salariés			sept-11	2 045	-	3,5%
Echanges extérieurs (millions de XPF)						
Importations	mensuelles	juin-12	607	53,9%	-22,0%	
	cumulées	juin-12	2 731	-	-11,8%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	juin-12	72	-10,3%	-38,8%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	juin-12	560	-	0,7%	
Taxes intérieures de consommation	cumulées	juin-12	221	-	7,5%	
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an	
Energie						
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	juin-12	1 502	-6,3%	-8,9%	
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	mars-12	692	14,9%	9,3%	
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	mars-12	182	34,4%	7,8%	
Transports						
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	juin-12	2 209	-7,1%	12,3%	
	cumulé	juin-12	14 011	-	3,0%	
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	juin-12	1 154	-11,3%	3,9%	
	cumulé	juin-12	6 636	-	2,4%	
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	juin-12	4	100,0%	0,0%	
	cumulées	juin-12	19	-	18,8%	
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	juin-12	13	18,2%	0,0%	

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEPP, Aviation civile

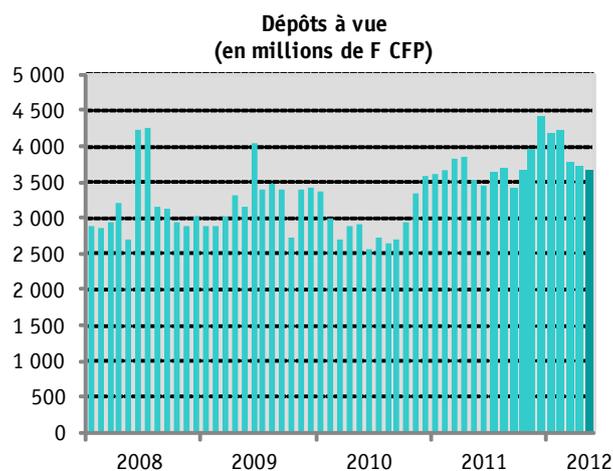
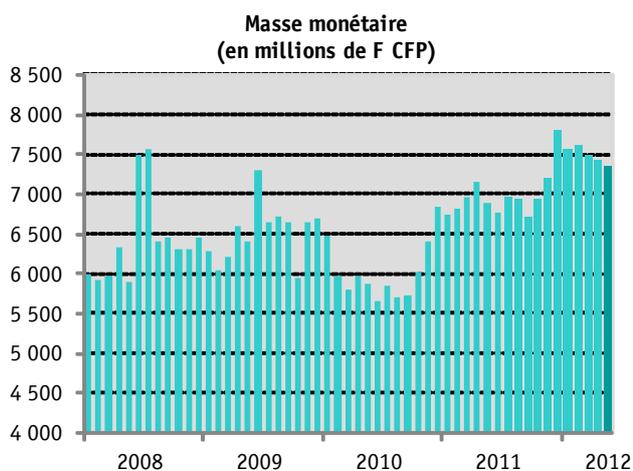


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

M3 impactée par la hausse des dépôts à vue sur l'année

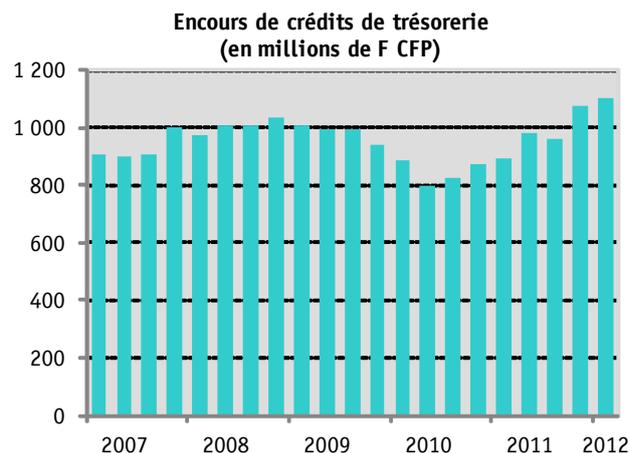
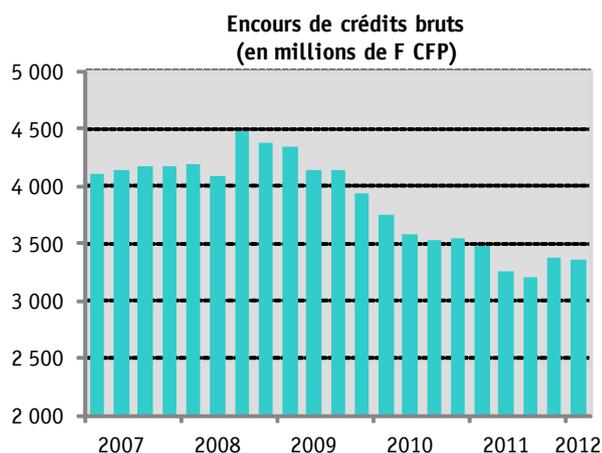
en millions de F CFP	mai-11	avr-12	mai-12	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 079	2 164	2 126	-1,8%	2,3%
Dépôts à vue	3 530	3 713	3 673	-1,1%	4,1%
Total M1	5 609	5 877	5 800	-1,3%	3,4%
M2-M1	624	565	549	-2,8%	-11,9%
Total M3	6 886	7 426	7 338	-1,2%	6,6%



Concours de caractère bancaire

Baisse des crédits à l'équipement sur l'année

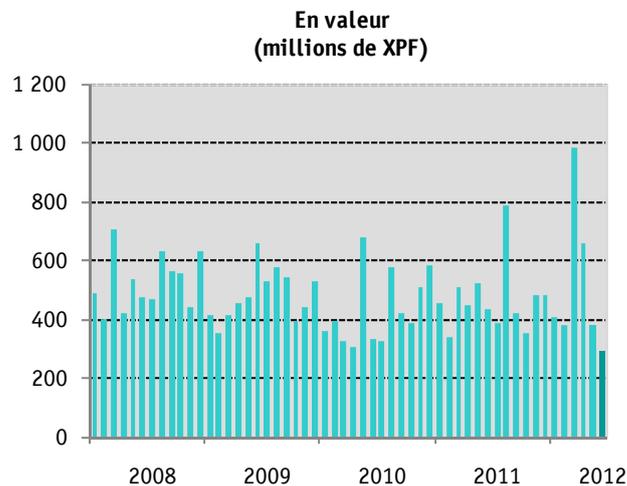
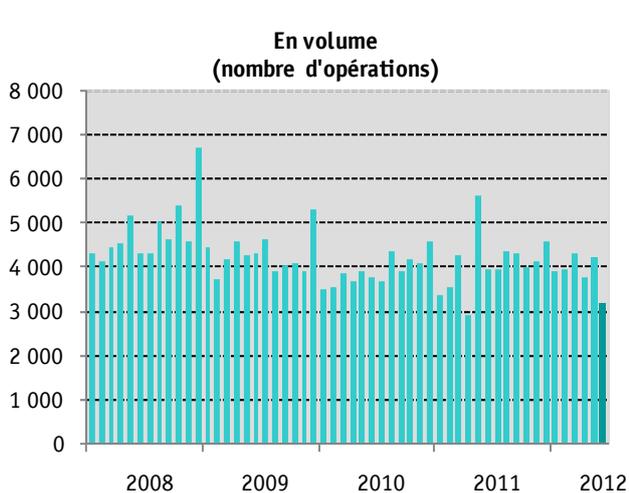
en millions de F CFP	mars-10	mars-11	mars-12	▲/an
Crédits de trésorerie	886	890	1 104	24,0%
Crédits à l'équipement	1 353	1 202	1 078	-10,3%
Crédits à l'habitat	458	341	435	27,6%
Autres crédits	289	269	230	-14,5%
Total encours sain	2 986	2 703	2 847	5,3%
Créances douteuses brutes	770	774	514	-33,6%
Total encours brut	3 755	3 477	3 361	-3,3%



Compensation

Baisse des opérations de compensation

	juin-11	mai-12	juin-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 934	4 203	3 175	23 309	-24,5%	-19%
Compensation (en millions de CFP)	437	382	290	3 102	-24,2%	-34%



Incidents bancaires

Accroissement des incidents de paiement par chèque sur le mois et sur l'année

en nombre	juin-11	mai-12	juin-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	109	107	196	574	83,2%	80%
Retraits de cartes bancaires	0	2	0	9	-100,0%	0,0%

Interdits bancaires

Augmentation du nombre d'interdits bancaires

en nombre	juin-11	mai-12	juin-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	391	418	440	5,3%	12,5%
- dont personnes physiques	380	405	425	4,9%	11,8%
- dont personnes morales	11	13	15	15,4%	36,4%

Cotation

Diminution du nombre de cotes éligibles

en nombre	juin-11	mai-12	juin-12	▲/mois	▲/an
Cotes valides	38	35	29	-17,1%	-23,7%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	13	10	9	-10,0%	-30,8%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	1 ^{er} trimestre	106,07	111,02	4,7%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juin	11	15	36,4%
importations de biens d'équipement (M XPF)	juin	474	311	-34,3%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	juin	84	20	-75,9%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin	43	22	-48,8%
Ménages				
emploi salarié (nb)	septembre	2 045	-	-
dont secteur privé	septembre	860	-	-
dont secteur public	septembre	1 185	-	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} janvier 2012	486	502	3,2%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	juin	380	425	11,8%
décision retrait cartes bancaires	juin	8	9	12,5%
incidents paiements sur chèques	juin	466	574	23,2%
importations de produits alimentaires (M XPF)	juin	853	720	-15,6%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	juin	421	383	-9,1%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	juin	143	171	19,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	juin	44	66	50,0%
Echanges extérieurs en millions de XPF				
importations	juin	3 097	2 731	-11,8%
exportations	juin	-	-	-
recettes douanières	juin	770	788	2,4%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	juin	556	560	0,7%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	juin	206	221	7,5%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire				
Dépôts à vue	mai	3 530	3 673	4,1%
M1	mai	5 609	5 800	3,4%
M2	mai	6 233	6 349	1,9%
Dépôts à terme	mai	653	989	51,5%
M3	mai	6 886	7 338	6,6%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	mars	1 253	1 420	13,4%
<i>dont crédits à la consommation</i>	mars	911	1 121	23,0%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	mars	341	299	-12,3%
Entreprises	mars	1 051	1 074	2,3%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	mars	112	71	-36,9%
<i>dont crédits d'investissement</i>	mars	896	805	-10,2%
Collectivités locales	mars	306	273	-10,8%
Autres agents et CCB non ventilés	mars	94	79	-15,4%
créances douteuses brutes	mars	774	514	-33,6%
taux de créances douteuses	mars	22,3%	15,3%	- 7 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	mars	3 036	3 023	-0,4%
<i>dont assurances-vie</i>	mars	923	919	-0,4%
Sociétés	mars	1 434	1 860	29,7%
Autres agents	mars	3 886	3 828	-1,5%

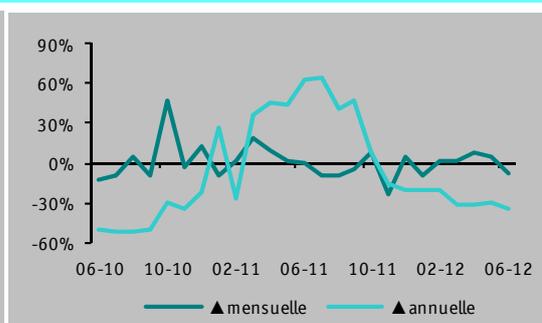
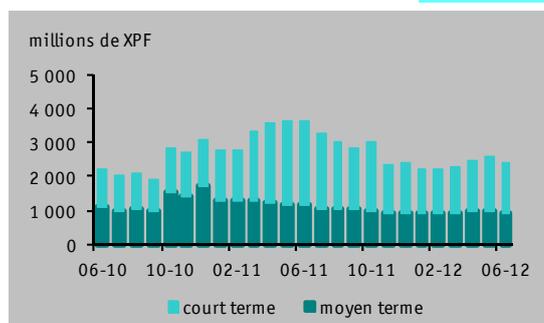
Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPP, Aviation civile

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Refinancement en retrait

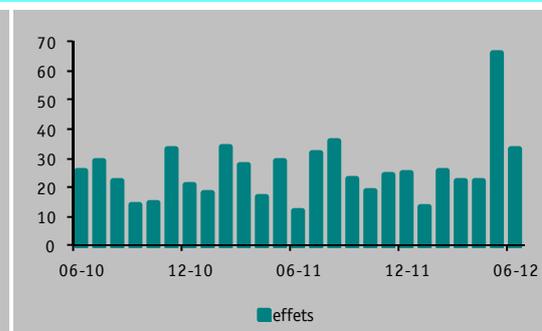
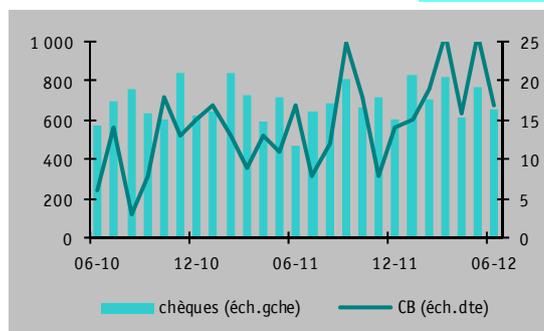
en millions de F CFP	juin-11	mai-12	juin-12	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	2 459	1 571	1 435	-8,7%	-41,6%
Utilisations à moyen terme	1 131	964	914	-5,2%	-19,2%
Refinancement total	3 590	2 536	2 349	-7,4%	-34,6%



Incidents de paiement

Repli des incidents de paiement en rythme mensuel

en nombre	juin-11	mai-12	juin-12	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	502	864	706	-18,3%	40,6%
- sur chèques	473	772	656	-15,0%	38,7%
- sur effets	12	66	33	-50,0%	ns
- retraits de cartes bancaires	17	26	17	-34,6%	0,0%



Interdits bancaires

Interdits bancaires en légère hausse sur le mois

en nombre	juin-11	mai-12	juin-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 597	3 605	3 623	0,5%	0,7%
- dont personnes physiques	3 176	3 145	3 161	0,5%	-0,5%
- dont personnes morales	421	460	462	0,4%	9,7%

Cotation

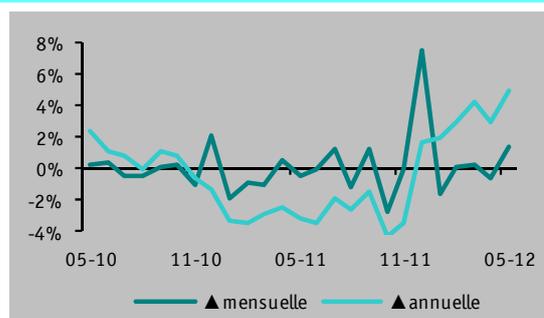
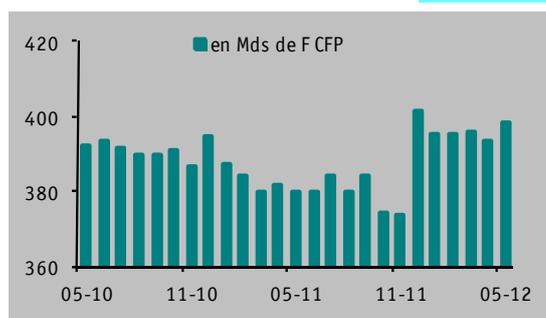
Progression du nombre d'entreprises éligibles au réescompte

en nombre	juin-11	mai-12	juin-12	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	6 842	7 385	7 502	1,6%	9,6%
<i>dont ent. cotées sur doc. comptable valide</i>	1 328	1 304	1 377	5,6%	3,7%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 582	1 662	1 702	2,4%	7,6%

Masse monétaire

Progression sensible des dépôts à vue sur le mois

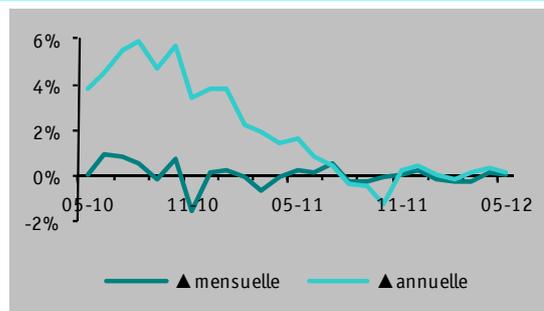
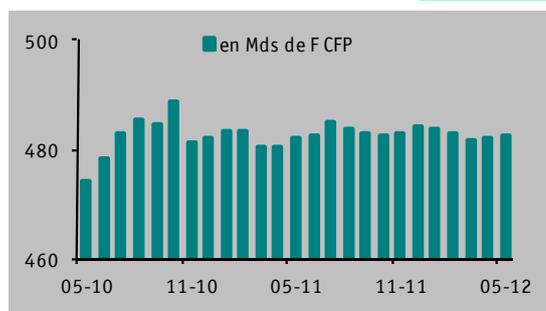
en millions de F CFP	mai-11	avr-12	mai-12	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 477	15 193	15 211	0,1%	5,1%
Dépôts à vue	145 404	149 951	154 725	3,2%	6,4%
Comptes sur livrets	105 759	98 886	99 339	0,5%	-6,1%
Comptes d'épargne logement	302	330	346	5,0%	14,6%
Dépôts à terme	110 028	126 574	126 594	0,0%	15,1%
Autres	3 897	2 274	2 143	-5,7%	-45,0%
Total M3	379 868	393 207	398 358	1,3%	4,9%



Concours des banques locales à l'économie

Stabilisation de l'encours des crédits bancaires en mai

en millions de F CFP	mai-11	avr-12	mai-12	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	132 545	124 965	125 579	0,5%	-5,3%
Crédits d'équipement	62 597	64 832	65 810	1,5%	5,1%
Crédits à l'habitat	156 090	160 808	161 289	0,3%	3,3%
Autres crédits	73 808	71 064	70 749	-0,4%	-4,1%
Créances dout. brutes	56 891	60 600	59 167	-2,4%	4,0%
Total CCB	481 931	482 270	482 593	0,1%	0,1%



3 – Brèves économiques locales

Hydrocarbures

Revalorisation au 1^{er} juillet 2012

En raison du niveau élevé des cours internationaux du pétrole et de la nécessité de combler le déficit du Fonds de régulation des prix des hydrocarbures (FRHP), le gouvernement a décidé d'augmenter les prix des carburants à la pompe (entre + 6 % et + 7 %).

Commerce

Rapport défavorable de la CTC sur les comptes de la CCISM

La Chambre territoriale des comptes (CTC) a présenté en juin son rapport sur la gestion de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers (CCISM) de 2005 à 2010. Elle constate des « manquements et irrégularités ». Elle pointe le manque de transparence et de contrôle de la gestion de même qu'une cohérence insuffisante dans les missions effectuées par la CCISM.

Les comptes de la CCISM, positifs jusqu'en 2009, deviennent déficitaires à partir de 2010 (40,5 millions de F CFP), en dépit de l'abandon en 2009 de la gestion du port de pêche, source de lourdes pertes. Sur l'année, les charges augmentent de 14,4 %, en lien avec les frais générés par les festivités du 130^e anniversaire de la CCISM (21 millions de F CFP de dépenses pour seulement 5 millions de recettes) et par sa participation à l'exposition universelle de Shanghai (39 millions de F CFP de déficit).

Transport aérien

Trafic passager en hausse pour ATN en 2011

Les résultats réalisés en 2011 pour la compagnie aérienne polynésienne, Air Tahiti Nui (ATN) ont été diffusés fin juin. Ils révèlent une progression du trafic passager de 1 % sur l'année, due aux étrangers (+ 8 %). Le marché local, pour sa part, recule de 12 %.

Accroissement des pertes financières

Alors que son chiffre d'affaires est en progression de 4 % en 2011 (28,5 milliards de F CFP contre 27,4 en 2010), ATN voit son résultat net se dégrader fortement (- 1,04 milliard de F CFP contre 354 millions en 2010), en dépit des mesures d'économies adoptées par la compagnie. Plusieurs facteurs négatifs sont mis en exergue : alourdissement de sa facture de carburant de 40 % sur la période, tsunami au Japon, morosité de l'activité en Polynésie française et perte du budget de continuité territoriale.

4 – Brèves économiques régionales

Australie : politique monétaire

Baisse d'un quart de point du Cash rate

Après avoir diminué de 0,50 point en mai dernier son principal taux d'intervention, le Cash rate, la Reserve Bank of Australia (RBA) a décidé une nouvelle baisse à l'occasion de sa réunion mensuelle tenue le 5 juin dernier. Le cash rate s'établit désormais à 3,50 %. Les banquiers centraux australiens entendent soutenir la croissance intérieure et conjurer les perspectives internationales jugées peu porteuses. « Avec une croissance intérieure modeste, un environnement international affaibli et plus incertain, les perspectives d'inflation laissent de la marge à une politique monétaire plus conciliante », explique Glenn Stevens, gouverneur de la RBA.

Australie : politique fiscale

Entrée en vigueur de la taxe carbone...

Le 1^{er} juillet, la taxe carbone, adoptée par le Parlement australien fin 2011, est entrée en vigueur. Les 350 entreprises les plus polluantes sont désormais astreintes au versement d'une taxe de 23 dollars australiens (19 euros ; 2 233 F CFP) par tonne carbone. Les ménages bénéficieront d'une partie des recettes attendues sous la forme de baisses d'impôts et de prestations sociales afin de compenser les hausses probables de prix liées aux répercussions sur le consommateur final de la taxe carbone.

... et de la taxe sur les super-profits des entreprises minières au 1^{er} juillet

Est également appliquée depuis le 1^{er} juillet, la taxe spécifique sur les entreprises minières. Ces dernières sont imposées à hauteur de 30 % sur les super-profits réalisés grâce au charbon et au minerai de fer et non à 40 % de l'ensemble de leurs bénéfices comme il était initialement prévu par le gouvernement australien.

Nouvelle-Zélande : croissance au premier trimestre 2012

PIB en hausse de 1,1 % sur les trois premiers mois de l'année

Au premier trimestre 2012, le PIB néo-zélandais progresse de 1,1 % (+ 0,4 % au quatrième trimestre 2011), bien au-delà des anticipations des analystes (+ 0,5 %). La croissance est tirée par l'industrie (+ 1,8 %), le secteur primaire (+ 2,4 %) et les services (+ 0,4 %) qui contribuent à hauteur de 80 % à l'évolution du PIB.

Faiblesse de la consommation des ménages

Sur les trois premiers mois de l'année, la consommation des ménages reste faible, (+ 0,1 % comme au trimestre précédent). En revanche, l'investissement des entreprises conserve son dynamisme (+ 1,7 %, après + 1,6 % au quatrième trimestre 2011). Les exportations reculent de 1,7 % tandis que les importations augmentent de 4,1 %.

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	mai.12	105,2	106,1	105,9	-0,2%	0,6%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	avr.12	119,5	115,8	115,8	0,0%	-3,1%	
Commerce extérieur							
	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	mai.12	1 636	958	888	-7,3%	-45,7%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	mai.12	13 698	12 853	13 776	7,2%	0,6%
							(source : ISPF)
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	mai.12	2 078	1 542	2 384	54,7%	14,7%	
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	mai.12	210	95	91	-4,1%	-56,8%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	mai.12	111	92	99	7,6%	-10,8%	
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juin.12	421	460	462	0,4%	9,7%	
							(sources : ISPF, IEOM)
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	mai.12	2 313	1 691	2 056	21,6%	-11,1%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	mai.12	3 056	2 761	3 131	13,4%	2,5%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	mai.12	278	246	236	-4,1%	-15,1%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	juin.12	3 176	3 145	3 161	0,5%	-0,5%	
							(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	mai.12	389	471	405	-13,9%	4,2%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	mai.12	58	101	118	17,1%	104,0%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	mai.12	116	102	107	5,3%	-7,7%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	mai.12	212	140	109	-22,4%	-48,8%	
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	mai.12	19	18	16	-14,1%	-18,2%	
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	mai.12	105	31	105	238,1%	0,0%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	mai.12	68	53	67	27,6%	-1,1%	
Tourisme							
Nombre de touristes	avr.12	12 458	13 075	13 147	0,6%	5,5%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	juin.12	59,2%	60,9%	60,0%	-0,9 pts	0,8 pts	
							(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers (Encours banques locales en M FCFP)							
Dépôts							
Ménages							
	<i>Dépôts à vue</i>	mai.12	57 178	56 730	56 765	0,1%	-0,7%
	<i>Comptes sur livret</i>	mai.12	99 851	93 008	93 361	0,4%	-6,5%
	<i>Dépôts à terme</i>	mai.12	56 580	61 382	61 392	0,0%	8,5%
Entreprises							
	<i>Dépôts à vue</i>	mai.12	75 475	75 204	78 183	4,0%	3,6%
	<i>Dépôts à terme</i>	mai.12	41 031	37 507	38 336	2,2%	-6,6%
Encours bancaires							
Ménages							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	mai.12	80 157	77 008	76 779	-0,3%	-4,2%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	mai.12	132 822	140 113	140 280	0,1%	5,6%
Entreprises							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	mai.12	50 632	46 036	46 778	1,6%	-7,6%
	<i>Crédits d'équipement</i>	mai.12	53 719	55 357	56 374	1,8%	4,9%
							(source : IEOM)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,75%	11/07/2012
taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	23/12/2011	1,00%	3,75%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,35% à 5,80% (Taux SGFGAS à partir du 01/05/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	14/12/2011	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/12/2011	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois						taux de base bancaire		taux	date d'effet
	29/06/2012	31/05/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08				
EONIA	0,3820%	0,3290%	+ 0,053 pt	0,8170%	- 0,435 pt	banques métropolitaines		6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,3730%	0,3860%	- 0,013 pt	0,7820%	- 0,409 pt	banques locales			
EURIBOR 3 mois	0,6530%	0,6680%	- 0,015 pt	1,0060%	- 0,353 pt	taux d'intérêt légal		taux	JORF
EURIBOR 6 mois	0,9300%	0,9460%	- 0,016 pt	1,2270%	- 0,297 pt	année 2012		0,71%	08/02/2012
EURIBOR 12 mois	1,2130%	1,2320%	- 0,019 pt	1,5070%	- 0,294 pt	année 2011		0,38%	03/02/2011

taux d'intérêt en moyenne mensuelle						Définitions			
	29/06/2012	31/05/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08				
TEMPE	0,3333%	0,3370%	- 0,004 pt	0,4902%	- 0,108 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average			
EURIBOR 1 mois	0,3800%	0,3940%	- 0,014 pt	0,8110%	- 0,431 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA			
EURIBOR 3 mois	0,6590%	0,6860%	- 0,027 pt	1,0220%	- 0,363 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate			
EURIBOR 6 mois	0,9350%	0,9720%	- 0,037 pt	1,2510%	- 0,316 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)			
EURIBOR 12 mois	1,2220%	1,2680%	- 0,046 pt	1,5260%	- 0,304 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)			
TMO	2,8900%	2,9900%	- 0,100 pt	3,5900%	- 0,700 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)			
TME	2,6900%	2,7900%	- 0,100 pt	3,3900%	- 0,700 pt				
TRBOSP	2,8900%	2,8900%	+ 0,000 pt	3,6500%	- 0,760 pt				

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
	29/06/2012	31/05/2012	31/12/2011	29/06/2012	31/05/2012	31/12/2011	29/06/2012	31/05/2012	31/12/2011
taux JJ	0,090%	0,075%	0,110%	0,325%	0,200%	0,035%	0,625%	0,525%	0,555%
3 mois	0,555%	0,320%	0,680%	0,175%	0,275%	0,140%	1,100%	0,670%	1,100%
10 ans emprunts phares	1,650%	1,580%	1,870%	0,840%	0,820%	0,980%	1,740%	1,580%	1,980%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er juillet 2012)

		seuil de l'usure		seuil de l'usure
Prêts aux particuliers			Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	14,07%
Prêts immobiliers			Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	11,23%
Prêts à taux fixe		6,36%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux variable		5,81%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,01%
Prêts-relais		6,32%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,63%
Autres crédits aux particuliers			Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,20%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF		20,25%	Découverts en compte (1)	13,53%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires		19,24%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,01%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF		16,40%		
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires		16,88%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF		14,04%	Découverts en compte (1)	13,53%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	94,7830	1 NZD/XPF	75,7854	1 HKD/XPF	12,2194	1 GBP/XPF	147,9441	
100 JPY/XPF	119,1768	1 AUD/XPF	96,7110	1 SGD/XPF	74,7037	100 VUV/XPF	98,0310	1 FJD/XPF	51,8000

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS

Dépôt légal : juillet 2012 – Achevé d'imprimer le 12 juillet 2012 – N°ISSN 1955-8376

